



Fiduciaire Ile de France Méditerranée Audit

**ASSOCIATION LEIA  
Immeuble Logirem Paese Novu Bât R1  
Route Royale  
20600 BASTIA**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE  
AUX COMPTES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

---

**EUREX FIFM AUDIT - 36, rue Lamartine - 06000 NICE - Tél : 04 92 47 74 74 - Fax : 04 93 13 00 93**

SARL au capital de 1000 € inscrite Près la Cour d'Appel d'Aix en Provence  
Siret 494 179 401 00018 – TVA intracommunautaire FR12 494 179 401

[www.safifm.com](http://www.safifm.com)

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

A l'organe délibérant,

## **I. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 3 mai 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LEIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la l'association LEIA à la fin de cet exercice.

## **II. FONDEMENT DE L'OPINION**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### **V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association LEIA à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association LEIA ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



## **VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association LEIA.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en en fait partie intégrante.

Fait à Nice, le 13 mars 2026

EUREX FIDUCIAIRE ILE DE FRANCE  
MEDITERRANEE AUDIT  
Commissaire aux comptes  
Inscrit auprès du H2A



Jean-Luc WILLIGENS  
Mandataire social et responsable technique

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX**  
**COMPTES SUR LES CONVENTIONS**  
**REGLEMENTEES**

# **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le  
31 décembre 2025**

A l'organe délibérant,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT  
L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

En application des dispositions de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

**CONVENTION N°1 :**

Personne

Concernée :

Monsieur Nicolas GAMBOTTI

Nature et objet :

Convention de mise à disposition à l'association ADUNITI en qualité de Directeur

Modalités :

La convention est conclue pour la période du 01/02/2025 au 01/02/2026. Dans le cadre de cette convention, il a été facturé la somme de 66 645,94 euros charges comprises.

**CONVENTION N°2 :**

Personne

Concernée :

Monsieur GUELFUCCI Benjamin

Nature et objet :

Convention de mise à disposition à l'association ADUNITI en qualité de Chef de Service

Modalités :

La convention est conclue pour la période du 01/02/2025 au 01/02/2026. Dans le cadre de cette convention, il a été facturé la somme de 37 214,44 euros charges comprises.

**CONVENTION N°3 :**

Personne

Concernée :

Association ADUNITI

Nature et objet :

Facturation diverses

Modalités :

L'association LEIA a facturé à l'association ADUNITI divers frais pour un total de 912,00 euros.

#### CONVENTION N°4 :

Personne

Concernée :

Association ADUNITI

Nature et objet :

Créance

Modalités :

A la clôture de l'exercice, la créance de l'association ADUNITI s'élève à 5,42 euros.

#### CONVENTION N°5 :

Personne

Concernée :

Monsieur Nicolas GAMBOTTI

Nature et objet :

Rémunération

Modalités :

Au cours de l'exercice, Monsieur Nicolas GAMBOTTI, a perçu une rémunération brute de 64 424,70 euros, pour ses fonctions de directeur.

#### CONVENTION N°6 :

Personne

Concernée :

Monsieur Benjamin GUELFUCCI

Nature et objet :

Rémunération

Modalités :

Au cours de l'exercice, Monsieur Benjamin GUELFUCCI, a perçu une rémunération brute de 48 069,93 euros, pour ses fonctions de Chef de Service.

Fait à Nice, le 13 mars 2026

EUREX FIDUCIAIRE ILE DE FRANCE  
MEDITERRANEE AUDIT  
Commissaire aux comptes  
Inscrit auprès du H2A

Jean-Luc WILLIGENS  
Mandataire social et responsable technique



**BILAN ET COMPTE DE RESULTAT**  
**AU 31 DECEMBRE 2025**

## Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	Frais d'établissement (I)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	5 327	5 297	30	448
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	144 711	100 921	43 790	57 162
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations	500		500	500
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 428		2 428	2 428
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>152 965</b>	<b>106 217</b>	<b>46 748</b>	<b>60 538</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	12 559		12 559	29 788
	Charges constatées d'avance	6 792		6 792	3 228
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>				
	<b>Disponibilités</b>	143 970		143 970	99 660
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>163 322</b>		<b>163 322</b>	<b>132 676</b>
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à VII)</b>	<b>316 287</b>	<b>106 217</b>	<b>210 069</b>	<b>193 215</b>
(1) dont immobilisations financières à moins d'un an				2 428	2 428
(2) dont créances à plus d'un an					

# Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	172 284	172 284
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(159 262)	(296 096)
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	(118 962)	3 748
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	56 975	14 123
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>(48 965)</b>	<b>(105 940)</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>(48 965)</b>	<b>(105 940)</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	11 763	2 384
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
Provisions	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>11 763</b>	<b>2 384</b>
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	66 882	75 579
	<b>Total des provisions</b>	<b>66 882</b>	<b>75 579</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	13 705	26 173
	Emprunts et dettes financières divers (2)	13	25
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 552	18 373
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	144 670	163 305
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	4 449	13 315
	Produits constatés d'avance (1)		
	<b>Total des dettes</b>	<b>180 388</b>	<b>221 191</b>
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>210 069</b>	<b>193 215</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		56 975,35	14 123,19
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		179 327	207 486
(2) Dont emprunts participatifs			



# Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	90	75
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	116 390	128 588
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	940 984	928 963
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	200	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	8 697	29 511
	Utilisations des fonds dédiés	2 384	7 654
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	49 956	210
Total des produits d'exploitation		1 118 701	1 095 000
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	170 444	181 030
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	53 104	58 326
	Salaires	595 925	613 675
	Cotisations sociales	217 107	204 912
	Dotation aux amortissements et dépréciations	14 235	17 956
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	11 763	2 384
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	21	19
Total des charges d'exploitation		1 062 600	1 078 303
RESULTAT D'EXPLOITATION		56 100	16 697



## Compte de Résultat 2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>56 100</b>	<b>16 697</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 150	1 414
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>1 150</b>	<b>1 414</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	275	448
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
<b>Total des charges financières</b>		<b>275</b>	<b>448</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>875</b>	<b>966</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>56 975</b>	<b>17 663</b>
	<b>Produits exceptionnels</b>		<b>1 146</b>
	<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>4 686</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>			<b>(3 540)</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>1 119 850</b>	<b>1 097 560</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>1 062 875</b>	<b>1 083 437</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>56 975</b>	<b>14 123</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>			

## **ANNEXE DES COMPTES ANNUELS**

## Annexe au Bilan

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **210 069** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **1 119 850** euros
  - un total charges de **1 062 875** euros
  - dégage un résultat de **56 975** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association LEIA** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.



## Annexe libre

### PREAMBULE

Par un dépôt des statuts en Préfecture de Haute Corse, en date du 23 février 1999, l'Association **LIEN ECOUTE INITIATIVE ACCOMPAGNEMENT (LEIA)** a été constituée (récépissé de Déclaration de Création N° 02B1004010).

Par arrêté N°604, en date du 22 avril 1999, le Département de Haute Corse, arrête :

-Article 1 : il est prononcé l'habilitation de l'association « **LIEN ECOUTE INITIATIVE ACCOMPAGNEMENT** » (LEIA) gestionnaire de clubs de prévention.

-Article 2 : l'association « **LEIA** » réalise, dans le cadre de cette habilitation, des actions de prévention spécialisée à destination des jeunes et des familles en difficulté conformément au contrat d'objectifs à conclure avec l'association.

Conformément à l'article L.4421-1 du Code Général des Collectivités territoriales, la collectivité de Corse constitue, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, une collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution en lieu et place de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse du Sud et de Haute Corse.

En conséquence, l'habilitation conclue avec le département de Haute Corse est transféré de fait à la Collectivité de Corse, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par arrêté n°2023-14284 en date du 13/10/2023, la Collectivité de Corse a accordé le renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du service de prévention spécialisé géré par l'Association LEIA, pour une durée de 15 ans.

#### L'objet de l'association est :

La prévention spécialisée est inscrite dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance du CASF, Article L.121-2 :

« Dans les ZUS et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles ».

2° Actions dites de Prévention Spécialisée auprès des jeunes en difficultés ou en rupture avec le milieu ».

#### Alinéa 1 :

La promotion d'actions sociales et éducatives propres à la prévention spécialisée, la réalisation d'études et de recherches dans ce domaine. Ceci se fera dans le cadre des orientations définies avec la Collectivité de Corse.

#### Alinéa 2 :

La mise en place d'actions dans le cadre d'autres Politiques Publiques, notamment en matière de Cohésion sociale, afin de répondre aux nouveaux besoins émergents des publics rencontrés.

#### Alinéa 3 :

L'association LEIA garantit la liberté de conscience, et le respect du principe de non-discrimination pour chacun de ses membres.

#### Alinéa 4 :



## Annexe libre

L'association LEIA garantit l'égal accès des hommes et des femmes aux instances dirigeantes.

Alinéa 5 :

L'association LEIA donne la possibilité aux jeunes (16-18 ans) désirant s'investir de participer aux instances dirigeantes.

Alinéa 6 :

L'association LEIA peut prêter en numéraire et par la mise à disposition de moyens à des associations ayant le même objet social.

**Le périmètre de l'activité se définit par les missions confiées aux Clubs de Prévention :**

- Présence sociale des éducateurs sur les territoires (Travail de Rue).
- Accompagnement social et éducatif des jeunes afin d'éviter la marginalisation et la délinquance.
- Médiation Sociale
- Suivis Psychologique des jeunes et leur famille.
- Actions collectives, afin de faciliter l'insertion et la cohésion sociale.
- Partenariat avec les institutions, services sociaux, Education National,
- Protection judiciaire de la jeunesse
- Prévention de la radicalisation.

Les territoires d'intervention de l'Association LEIA, sont :

- Bastia Agglomération
- Plaine orientale
- Balagne

**Au 31 décembre 2025, les moyens humains, et immobiliers de l'Association sont :**

- Moyens immobiliers

L'association dispose en location d'un local pour chacun des trois territoires.

- Moyens humains

LEIA emploie 16.75 salariés ETP au 31/12/2025 :

- Un directeur, 0.60 ETP mis à disposition à l'association ADUNITI.
- Un Chef de Service, 0.40 ETP mis à disposition à l'association ADUNITI.

Ces mises à disposition s'élèvent à un total de 103 860 euros.

- Une Psychologue (0,75 ETP)
- Une secrétaire
- Un comptable
- Dix éducateurs
- Deux Adultes Relais

## Annexe libre

### **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

L'association ADUNITI a émis le souhait de transférer son autorisation du dispositif MNA (Arrêté du 30/04/2019 et 06/04/2021) pour son établissement du CISMONTÉ de la Haute Corse à l'association LEIA.

Le conseil d'administration de LEIA du 05/06/2023 a approuvé cette demande de transfert (ADUNITI-CISMONTÉ/LEIA et ADUNITI-PUMONTÉ/FALEP) auprès de la Collectivité de Corse. Pour se conformer aux instructions de la Collectivité de Corse qui préconise qu'il s'agit d'une demande de scission de LEIA à son profit, le dossier reste à ce jour en cours de constitution.

Des cotisations URSSAF et retraite avaient été provisionnées dans les comptes de l'association en 2008 suite à un contrôle URSSAF pour compenser l'absence de soumission des ICT à cotisations sociales pour la période courant de 2000 à 2007. La décision a été prise en 2025 d'extourner ces provisions du fait de leur ancienneté. L'impact de cette extourne est une augmentation de l'excédent de l'exercice de +38K€.



## Annexe libre

### PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2022-06 énoncé par l'Autorité des Normes Comptables.

Ce règlement a été adopté le 5 novembre 2022 en modification du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 et du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023, et s'applique pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice ouvert le 01 janvier 2025.

Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation et des charges d'exploitation, mais également par la suppression de la technique des transferts de charges et une nouvelle définition du résultat exceptionnel.

Les incidences financières et de présentation sont exposées ci après:

Ancien compte	Libellé	Nouveau compte
114101	Tiers financeur congés payés	115922
153000	Provision pour pensions et oblig.sim.	152100
438...	IJ	439...
628964	CAF Balagne	628864
641400	ICT	641188
671800	Charges exceptionnelles diverses	658850
671810	Charges s/ exercices antérieurs	Comptes de charges
731600	Dotation globale CDC	733300
771800	Produits exceptionnels divers	75800
771810	Produits s/ exercices antérieurs	Comptes de produits
791000	Dégrèvements de loyers Logirem	613... (crédit)
791000	Prises en charges frais colloques CNL	618500 (crédit)
791000	Refacturation téléphone Aduniti	626202
791000	Remboursements de formations	758410

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices
- permanence des méthodes,

Toutefois, concernant la permanence des méthodes, la première application du règlement ANC 2022-06 constitue un changement de méthode dont les effets ont été évoqués précédemment.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

## Annexe libre

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

### PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition de ces immobilisations.

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants.

#### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Agencements, aménagements	de 06 à 20 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

#### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.



## Annexe libre

**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

**Indemnités de fin de carrière :**

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

**Contributions volontaires :**

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe

## Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	5 327				5 327
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 327</b>				<b>5 327</b>

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	97 625				97 625
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	47 095	445		2 853	44 687
	Emballages récupérables et divers	2 398				2 398
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>147 119</b>	<b>445</b>		<b>2 853</b>	<b>144 711</b>

<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIERES	Participations	500				500
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	2 428				2 428
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>2 928</b>				<b>2 928</b>

<b>TOTAL</b>	<b>155 373</b>	<b>445</b>		<b>2 853</b>	<b>152 965</b>
--------------	----------------	------------	--	--------------	----------------

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	4 879	418		5 297
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 879	418		5 297
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	47 384	9 763		57 147
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	40 366	3 887	2 853	41 401
Emballages récupérables et divers	2 206	168		2 374	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		89 956	13 818	2 853	100 921
TOTAL		94 835	14 235	2 853	106 217



## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	75 579		8 697	66 882
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>75 579</b>		<b>8 697</b>	<b>66 882</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>75 579</b>		<b>8 697</b>	<b>66 882</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				8 697	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



## Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 428	2 428	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 194	1 194	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	2 000	2 000	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	9 365	9 365	
	Charges constatées d'avance	6 792	6 792	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>21 779</b>	<b>21 779</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
------------	--------------	-----------	---------------

<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	13 705	12 644	1 061	
	Emprunts et dettes financières divers	13	13		
	Fournisseurs et comptes rattachés	17 552	17 552		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	61 449	61 449		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	72 851	72 851		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 369	10 369		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	4 449	4 449		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>180 388</b>	<b>179 327</b>	<b>1 061</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		12 468			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Variation des Fonds Propres

Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
172 284				172 284
(296 096)		136 834		(159 262)
3 748	14 123		136 834	(118 962)
14 123	(14 123)	56 975		56 975
<b>(105 940)</b>		<b>193 809</b>	<b>136 834</b>	<b>(48 965)</b>
<b>(105 940)</b>		<b>193 809</b>	<b>136 834</b>	<b>(48 965)</b>

## Tableau de suivi des fonds dédiés

### I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	2 384	2 384	11 763	11 763
<b>TOTAL</b>	<b>2 384</b>	<b>2 384</b>	<b>11 763</b>	<b>11 763</b>

### II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
<b>TOTAL</b>				



## xFonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
FONDS DEDIES CAF	2 384	2 384		
FONDS DEDIES ACTION CO MAROC			1 750	1 750
FONDS DEDIES LONDRE			918	918
FONDS DEDIES PROJETS OUVERTS			1 250	1 250
FONDS DEDIES MEP 2 ACT 2013			1 022	1 022
FONDS DEDIES AT NUMERIQUES			2 093	2 093
FONDS DEDIES VALO.MAROC			3 730	3 730
FONDS DEDIES VESCOVATO			1 000	1 000
<b>Totalisation</b>	<b>2 384</b>	<b>2 384</b>	<b>11 763</b>	<b>11 763</b>

## Concours publics et subventions

31/12/2025

Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
------------------	------	-----------------------------	-----	--------	-----------------

<b>Concours publics et subventions</b>						
Concours publics			824 880			824 880
Subventions d'exploitation		82 603		2 500	31 000	116 103
Subventions d'investissement						
<b>TOTAL</b>		<b>82 603</b>	<b>824 880</b>	<b>2 500</b>	<b>31 000</b>	<b>940 984</b>

## Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
BALAGNE MAIRIE ILE ROUSSE		2 000	
DOTATION GLOBALE CDC	824 880		
QUARTIER D'ETE		5 871	
PLAINE CITE CAFE		2 000	
RADICALISATION		5 713	
ERILIA		4 000	
COMMUNE DE VESCOVATO		1 000	
CHANTIERS BOURSES BASTIA		3 000	
BALAGNE CHANTIER BENEVOLES		2 000	
PLAINE CHANTIER BENEVOLE		2 500	
BASTIA CAMPA INSEME		9 000	
AIDE ADULTE RELAIS		60 519	
PLAINE CHANTIER BOURSES		2 500	
BALAGNE CHANTIER BOURSES		2 500	
BALAGNE JARDINS		2 000	
DECLIC		6 000	
CAF BALAGNE		2 500	
OPH2B		3 000	
<b>Totalisation</b>	<b>824 880</b>	<b>116 103</b>	



# **Tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination**      1/2

	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionne- ment	Dotations aux provisions et dépréciation	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés figurant dans les rubriques		Total compte de résultat au 31/12/2025
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					Aut pdts liés à la gsité du public	Aut pdts non liés à la gsité du public	
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes									
Règlement ANC 2022-06													
Achats de marchandises													
Variation de stock													
Achats de mat. approv.													
Variation de stock													
Aut. achats et chges ext.	59 039						111 405						170 444
Aides financières													
Impôts, taxes et vrst ass.							53 104						53 104
Salaires							595 925						595 925
Cotisations sociales							217 107						217 107
Dot. aux amts et dép.								14 235					14 235
Dotations auxprovisions													
Reports en fonds dédiés										11 763			11 763
Valeurs des immos cédées													
Autres charges							21						21
Charges financières							275						275
Charges exceptionnelles													
Part. salariés auxrésultats													
Impôt sur les bénéfices													
TOTAL	59 039						977 837	14 235		11 763			1 062 875

**Tableau de rapprochement entre les contributions volontaires en nature  
 du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination**

2/2

	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	Total compte de résultat au 31/12/2025
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens					
Prestations en nature					
Personnel bénévole					
<b>TOTAL</b>					

# Compte de Résultat par Origine et Destination 1/2

		31/12/2025	31/12/2024
A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>		
	1.1 Cotisations sans contrepartie	90	75
	1.2 Dons, legs et mécénat		
	- Dons manuels		
	- Legs, donations et assurances-vie		
	- Mécénat	200	
	1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
	<b>2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>		
	2.1 Cotisations avec contrepartie		
	2.2 Parrainage des entreprises		
	2.3 Contributions financières sans contrepartie		
	2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	167 496	131 357
	<b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	940 984	928 963
	<b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	8 697	29 511
	<b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	2 384	7 654
<b>Total des produits par origine</b>		<b>1 119 850</b>	<b>1 097 560</b>
CHARGES PAR DESTINATION	<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>		
	1.1 Réalisées en France		
	- Actions réalisées par l'organisme	59 039	57 555
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France		
	1.2 Réalisées à l'étranger		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger		
	<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>		
	2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
	2.2 Frais de recherche d'autres ressources		
	<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	977 837	1 005 541
	<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	14 235	17 956
	<b>5 - IMPOT SUR LES BENEFICES</b>		
	<b>6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	11 763	2 384
	<b>7 - VALEURS NETTES COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES</b>		
	7.1 Autres produits liés à la générosité du public		
	7.2 Autres produits non liés à la générosité du public		
<b>Total des charges par destination</b>		<b>1 062 875</b>	<b>1 083 437</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		<b>56 975</b>	<b>14 123</b>



## Compte de Résultat par Origine et Destination 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
<b>B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		<b>12 mois</b>	<b>12 mois</b>
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>	<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	<b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>		
	<b>3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE</b>		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
<b>Total des produits par origine</b>			
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>	<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>		
	Réalisées en France		
	Réalisées à l'étranger		
	<b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS</b>		
	<b>3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Total des charges par destination</b>			

## AUTRES INFORMATIONS

### *Engagements et sûretés réelles consenties*

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

- Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

- Néant

### *Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés*

L'association a retenu la méthode préférentielle ; elle provisionne dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 66 882 E.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- Personnel en CDI
- Date d'entrée, date d'entrée dans la convention.
- Prime = (Prime maximum/nbre d'année pour l'acquérir) X ancienneté acquise X espérance de vie.
- Charges= prime x Taux de charge

### *Rémunération des cadres dirigeants*

Conformément aux dispositions des articles : L 313-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles et L.612-5 du code de commerce, le montant des rémunérations des cadres dirigeants salariés est le suivant pour l'exercice 2025 :

- M. GAMBOTTI Nicolas a perçu une rémunération brute de 64 425 euros brut pour l'exercice 2025.
- M. GUELFUCCI Benjamin a perçu une rémunération brute de 48 070 euros pour l'exercice 2025.

### *Effectif ETP*

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2.75	1
Non cadres	14.00	0
<b>TOTAL</b>	<b>16.75</b>	<b>1</b>

### *Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 560 E.

**ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE**  
**AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**



# **ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

## **SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.